

505LH458/7

9263-3

(1960-41)

~~A~~
V. D. 9260 : Suppression des facilités
de circulation accordées aux Adminis-
trations publiques (à dater du 1. 7.46)

Traité avec le Ministère des Finances pour la délivrance de
facilités de circulation à l'Inspection des Finances

	C.D.	5. 1.40	33	X
	C.D.	12. 3.40	26	VII
(s)	C.A.	13. 3.40	11	IIbis
Dépêche du M.F. au M.T.F.		24.12.40		
	C.A.	15. 1.41	39	VIII
(s)	C.A.	14. 5.41	18	VI

Traité avec le Ministère des Finances pour la délivrance de facilités de circulation à l'Inspection des Finances

14 mai 1941

QUESTION VI - Traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Administrations publiques

P.V.

M. LE PRESIDENT rappelle que les traités passés avec les Administrations Publiques pour la délivrance de facilités de circulation doivent demeurer dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges, ce qui revient à dire que les réductions de tarifs consenties en vertu de ces traités doivent être justifiées par des relations de service ou par des accroissements de trafic ou réductions de dépenses susceptibles d'en résulter pour le Chemin de fer.

On peut admettre que de telles justifications existent, à des titres divers, en ce qui concerne les traités ou avenants qu'il est proposé de passer :

- avec le Ministère des Finances, notamment pour l'Inspection Générale des Finances, les Régies financières des Contributions Directes et de l'Enregistrement, le Service du Contrôle des Prix

.....

Par ailleurs, conformément au désir exprimé par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances dans sa lettre du 24 décembre 1940 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, ces projets de traités ou d'avenants prévoient, non plus le versement annuel d'une somme forfaitaire, comme dans les traités analogues précédemment approuvés, mais un remboursement d'après le nombre de cartes effectivement délivrées sur la base d'un prix unitaire réduit.

Le Conseil approuve les projets de traités ou d'avenants qui lui sont soumis.

Sténo (s) P. 18

M. LE PRESIDENT - Les propositions dont le Conseil est saisi ont pour origine une lettre de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances adressée le 24 décembre 1940 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications ainsi conçue :

"Votre Département a communiqué à mon Administration divers
"projets de contrat destinés à régler les conditions de délivrance,
"par la Société Nationale des Chemins de fer, des facilités de cir-
"culation à certains personnels de l'Etat.

"J'observerai que ces textes ont été établis à une époque où
"les conditions de leur exécution étaient très différentes de ce
"qu'elles sont aujourd'hui. Les difficultés de circulation et l'exis-
"tence de la ligne de démarcation entre les deux zones ont en effet
"réduit l'usage qui était fait des cartes de circulation en 1940.
"D'autre part, aucune prévision ne peut actuellement être faite
"pour l'année prochaine.

"Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien
"examiner si les facilités accordées par la Société Nationale des
"Chemins de fer ne pourraient pas être remboursées par les diverses
"Administrations sur la base des prix unitaires retenus lors de la
"préparation des contrats. La reprise de l'application de ces der-
"niers serait envisagée lorsque les conditions redeviendraient nor-
"males".

Le Ministre nous demande en somme de remplacer, dans une cer-
taine mesure, le forfait global qui était jusqu'ici prévu dans les
contrats de ce genre par un mode de calcul tenant compte du nombre
de cartes effectivement délivrées.

Cette formule ne présente de réel inconvénient que sa compli-
cation : je crois que, pour une économie relativement faible que
réalisera l'Etat, nous serons astreints, en ce qui nous concerne,
à des complications supplémentaires.

Vous sont soumis, en application de ces directives :

- d'une part, trois projets de traités avec M. le Ministre Se-
crétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, concernant
l'Inspection Générale des Finances, le Service du Contrôle des Prix,
l'Administration des Contributions Directes et celle de l'Enregis-
trement ,.....

.....
A l'occasion de l'examen de ces divers traités ou avenants,
une note a été distribuée dans laquelle est présentée une étude
d'ensemble de la question des facilités de circulation délivrées
aux Services Publics.

Je vous rappelle que ces facilités de circulation résultent
de Conventions conclues en application de l'article 29 du Cahier
des Charges qui prévoit que la S.N.C.F. ne peut consentir, sur les

tarifs homologués, que des réductions justifiées par les relations de service ou par les accroissements de trafic ou réductions de dépenses susceptibles d'en résulter pour le Chemin de fer.

Lorsqu'on passe en revue les traités conclus en application de cet article, on doit reconnaître qu'ils ne sont pas exempts d'un certain arbitraire, surtout en ce qui concerne le taux des abattements consentis. Il n'est pas établi que les avantages accordés soient bien proportionnels aux services rendus par les bénéficiaires ou aux avantages retirés du contrat; on peut même se demander, dans certains cas, s'il existe réellement des relations de service entre la S.N.C.F. et l'Administration intéressée.

.....
Par contre, les relations de service paraissent infiniment moins précises en ce qui concerne les autres traités passés avec le même Ministère des Finances.....

Je ne vois pas bien quels services nous rend l'Inspection Générale des Finances. Quant aux administrations des Contributions Directes et de l'Enregistrement, je suis bien assuré qu'elles ne nous en rendent pratiquement aucun.

.....
Telle est la physionomie d'ensemble des contrats passés avec les diverses administrations pour la délivrance de facilités de circulation. Je n'ai pas l'intention d'étendre la liste de ces contrats, mais, bien au contraire, de profiter des occasions qui se présenteront pour faire disparaître ceux qui ne paraissent pas pleinement justifiés. A une époque où nous sommes obligés de restreindre la circulation des trains voyageurs, je crois qu'il est nécessaire que les fonctionnaires publics donnent l'exemple, dans la mesure où leurs déplacements ne sont pas indispensable à l'exécution même de leur service.

Le Conseil approuve les traités ou avenants qui lui sont soumis.

TRAITE ENTRE LE MINISTERE DES FINANCES ET LA S.N.C.F.
POUR LA DELIVRANCE DE FACILITES DE CIRCULATION A
L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES

ENTRE :

Le Ministre des Finances, agissant au nom de l'Etat,
d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer français, représentée
par Messieurs FOURNIER, Président du Conseil d'Administration de cette
Société, et GRIMPRET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}

La S.N.C.F. délivrera, pour les besoins de l'Inspection
Générale des Finances, sur tout ou partie de ses lignes, des cartes
pour les Inspecteurs Généraux, Inspecteurs et adjoints désignés par
le Chef de service, dans la limite maxima de 60 cartes par an.

ARTICLE 2

Pourront bénéficier de permis de service, et dans la li-
mite annuelle de 70 permis : les Inspecteurs Généraux, Inspecteurs
des Finances et adjoints à l'Inspection Générale des Finances, pour
les voyages occasionnés par les enquêtes qui leur sont confiées par
le Ministre des Finances, dans le cas où ils ne seraient pas titu-
laires de cartes de circulation.

ARTICLE 3

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes
d'utilisation, le Ministère des Finances versera à la S.N.C.F., par
chaque carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonne-
...

ment au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte avec abattement de cinquante pour cent.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de... chaque semestre.

Pour chaque permis délivré, le Ministère des Finances versera aux mêmes échéances à la S.N.C.F., la valeur d'un billet de 1ère classe au tarif en vigueur au moment de sa délivrance, avec un abattement de cinquante pour cent.

Les permis seront décomptés pour un parcours forfaitaire moyen de 400 kilomètres à chacun des deux trajets d'aller et de retour.

Toutes les sommes ainsi décomptées comprendront les frais de gare et de contrôle.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F. à Paris ou à Vichy, à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

En cas de changement de titulaire, il ne sera décompté qu'une carte, à condition que la restitution de la carte primitive soit effectuée dans le délai d'un mois à compter de la délivrance de la carte nouvelle.

Tout retard dans le paiement d'une échéance semestrielle, imputable au Ministère des Finances, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

ARTICLE 4

En cas d'augmentation du nombre ou de la consistance des facilités de circulation prévues, le présent traité serait modifié par voie d'avenant.

ARTICLE 5

La réduction consentie sur les tarifs commerciaux pour les cartes et permis tient compte du concours que l'Inspection Générale des Finances apporte à la S.N.C.F. notamment pour lui faciliter l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la législation financière et fiscale.

ARTICLE 6

La présente convention est faite pour une année à compter du 1er janvier 1941, et sera renouvelable ensuite par tacite reconduction, chacune des parties contractantes se réservant le droit de la faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque, en prévenant l'autre trois mois à l'avance.

ARTICLE 7

La présente Convention sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

Fait en triple exemplaire à Paris, le

Pour la Société Nationale des
Chemins de fer français,

Le Président du Conseil
d'Administration,

Le Ministre des Finances,

Le Vice-Président du Conseil
d'Administration,

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 15 janvier 1941

QUESTION VIII - Avenant au traité passé
avec le Ministère des Finances pour la déli-
vrance de facilités de circulation au person-
nel de l'Inspection Générale des Finances.

P.V.

A la demande de M. MOREAU-NERET, la question est retirée
de l'Ordre du Jour.

Séno p. 39

M. LE PRÉSIDENT. - Le traité passé au début de 1940 avec
le Ministère des Finances prévoyait la délivrance à l'Inspection
Générale des Finances de 50 cartes nominatives à parcours général
et de 50 permis. On nous a demandé que ces chiffres soient por-
tés respectivement à 60 et 70. Le calcul de la redevance annuelle
antérieure, qui s'élevait à 210.000 fr, était établi sur les bases
suivantes : réduction de 30 % sur le plein tarif des abonnements
pour les cartes et réduction identique sur le tarif d'aller et
retour pour les permis calculés sur une distance moyenne de 400 km
(200 aller et retour). Il est proposé de maintenir ces mêmes

bases pour les cartes, mais, en ce qui concerne les permis, la réduction serait appliquée à deux trajets simples par suite de la suppression récente des billets aller et retour.

Je n'ai pas d'objection de principe à cette extension du nombre des cartes et des permis, mais je proposerais éventuellement de revoir la question d'ensemble parce qu'il est certain que la réduction accordée, dont le caractère anormal avait déjà été souligné au moment où elle a été consentie, est plus élevée que celle dont bénéficient d'autres Ministères ; au moment où le traité de 1940 a été examiné, le Rapporteur, M. BOUFFANDEAU, avait déjà fait ressortir le traitement particulièrement favorable qui était fait au Ministère des Finances à cet égard, sans qu'on puisse considérer que ce traitement soit justifié par des services spéciaux rendus au chemin de fer.

Mais le traité ne peut être dénoncé que dans les trois derniers mois de chaque année. La question ne se pose donc pas aujourd'hui. Il s'agit seulement pour le moment d'une extension que je vous propose d'accepter.

M. MOREAU-NERET. - Nous avons fait connaître, je crois, que nous ne sommes pas tout à fait de cet avis.

Dans une lettre de fin décembre, nous avons indiqué que la redevance forfaitaire avait été établie au moment où les prix étaient stables, et que, dans les circonstances actuelles, au moment où les difficultés de circulation sont très grandes, il serait peut-être préférable de ne pas s'en tenir à une somme forfaitaire mais, au contraire, de faire un décompte basé sur les facilités de circulation effectivement délivrées et calculé en fonction des prix unitaires avec l'abattement.

M. FILIPPI. - C'est ce qui se passe pratiquement.

.....

M. LE PRESIDENT. - On prend les prix unitaires des abonnements et on opère un abatement de 50 %. La redevance ne représente donc pas un forfait. Le chiffre de 380.000 fr correspond en réalité au prix des cartes à 1/2 tarif.

M. GRIMBERT. - Le prix des abonnements n'a pas varié.

M. FILIPPI. - Nous ne pouvons faire autre chose que de fixer le montant de la redevance d'après le prix actuel des abonnements. Il y a, d'ailleurs, une certaine élasticité. Le chiffre de 380.000 fr nous représente un minimum ; si le nombre des facilités de circulation effectivement délivrées fait ressortir un dépassement par rapport aux bases adoptées, il est prévu un versement supplémentaire.

M. MOREAU-NERET. - Je crois qu'il faudrait revoir la question du décompte des cartes, étant donné les difficultés qu'on éprouve actuellement à voyager. Nous avons demandé un certain nombre de cartes de circulation utilisables dans toute la France. Il est évident qu'à l'heure actuelle nous en avons dans la zone libre et dans la zone occupée. Il en résulte certaines modifications. Je vous demande la permission de revoir la question.

M. LE PRESIDENT. - Si vous voulez que la question soit retirée de l'ordre du jour, je n'y ai pas d'objection. Mais nous nous trouvons en présence d'une demande du Ministère des Finances, tendant à augmenter le nombre des facilités actuellement accordées, et vous ne dites maintenant que ce n'est plus cela que demande le Ministère des Finances.

M. FILIPPI. - Je crois que le Conseil peut statuer sur la proposition qui lui est soumise.

.....

Il résulte seulement des observations échangées entre M. le Président et M. MORREAU-NERET que, d'un côté, la S.N.C.F. considère qu'elle a consenti un taux de réduction excessif qui n'apparaît pas comme entièrement justifié et que, de l'autre côté, l'Administration des Finances estime qu'étant donné les difficultés actuelles de circulation entre la zone libre et la zone occupée, les cartes de circulation dont les fonctionnaires sont détenteurs n'offrent plus le même intérêt et les mêmes avantages qu'autrefois.

M. LE BESNERAIS. - On peut adopter le principe de cette extension.

M. LE PRESIDENT. - Il ne s'agit pas d'une question de principe. On nous demande 60 cartes à parcours général au lieu de 20. Si vous me dites : au lieu des 60 cartes à parcours général, je préfère des cartes à parcours limités, soit. C'est la question même qui ~~xxxx~~ est soumise au Conseil qui doit être retirée parce que ce n'est plus de 60 cartes à parcours général qu'il s'agirait alors.

M. FILIPPI. - Me plaçant au point de vue du Secrétariat Général S.N.C.F., je voudrais souligner les inconvénients qu'aurait le retrait de la question. L'Inspection des Finances nous a demandé les cartes pour les tournées qui vont avoir lieu. Nous allons avoir à nous livrer à des calculs compliqués pour savoir à ~~xxxxxxx~~ quel prix nous allons faire payer les cartes.

M. MORREAU-NERET. - Nous réglerons cette dernière question avec M. FILIPPI.

M. LE PRESIDENT. - Les traités de l'espace doivent être approuvés par le Conseil d'Administration. Il faut que je sache

.....

exactement ce que demande le Ministère des Finances. Jusqu'à présent, j'ai été saisi d'une demande de l'Inspection des Finances : c'est celle qui vous est soumise. Or, maintenant, le Représentant du Ministère des Finances nous dit que cette demande ne correspond plus à la réalité.

Je demande au Représentant du Ministère des Finances s'il maintient ou non la demande de 60 cartes à grand parcours.

A la demande de M. MOREAU-NERET, la question est retirée de l'ordre du jour.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

Séance du 15 janvier 1941

VIII - Avenant au traité passé avec le Ministère des Finances pour la délivrance de facilités de circulation au personnel de l'Inspection Générale des Finances.-

Président

So de premier un bon droit de l'ordonnance. Cette
ordonnance a été par rapport aux A. de l'ordonnance. V. le Reg. B. de l'ordonnance
de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

M. N. Titulaire de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

Secr. Cette ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

Talipé M. de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

Pres M. de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

Talipé M. de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance
de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance de l'ordonnance

(Alfred de l'ordonnance de l'ordonnance)
(Monat de l'ordonnance de l'ordonnance)

du 15 janvier 1941

(Question N° VIII)

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

13 janvier 1941

Projet d'avenant au traité passé avec le Ministère des Finances pour la délivrance de facilités de circulation au personnel de l'Inspection Générale des Finances.

Au cours de sa séance du 12 mars 1940, le Comité de Direction a bien voulu donner son accord à un projet de traité avec le Ministère des Finances pour la délivrance de facilités de circulation à l'Inspection Générale des Finances.

Conformément à l'article 29 du Cahier des charges de la S.N.C.F., ce projet a été approuvé, le 27 mai 1940, par M.M. les Ministres des Travaux Publics et des Finances.

Aux termes du dit projet, élaboré pour la période des hostilités, la S.N.C.F. doit délivrer à l'Inspection Générale des Finances 20 cartes nominatives à parcours général et 50 permis. Pour tenir compte du concours assuré par l'Inspection Générale à la S.N.C.F., notamment pour lui faciliter l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la législation fiscale, une réduction de 50 % sur le plein tarif des abonnements a été consentie pour les cartes, ainsi que sur le tarif d'aller et retour pour les permis calculés sur une distance moyenne de 400 km (800 aller et retour).

Le Ministère des Finances doit, de son côté, verser à la S.N.C.F. une redevance forfaitaire annuelle de 210.000 francs.

La convention, conclue pour l'année 1940, est renouvelable par tacite reconduction et l'article 4 prévoit l'éventualité d'une augmentation du nombre des facilités de circulation par voie d'avenant.

Il convient de signaler que le texte du traité, soumis à la signature du Ministre des Finances depuis le 10 décembre 1940, ne nous a pas encore été retourné.

L'Inspection Générale des Finances nous en demande cependant, dès à présent, une modification par voie d'avenant, pour satisfaire aux besoins nouveaux qui résultent pour elle de la démobilisation de son personnel.

....

Le nombre maximum des cartes de toute nature serait porté à 60 et celui des permis à 70 et le forfait annuel dû à la S.N.C.F. serait, non plus de 210.000 francs mais de 380.000 francs, étant entendu qu'en cas de dépassement de cette somme, l'excédent ferait l'objet d'un dernier versement.

Le décompte des facilités délivrées serait effectué en tenant compte de la même réduction que précédemment (50 %), mais en ce qui concerne les permis elle serait appliquée à deux trajets simples par suite de la suppression récente des billets d'aller et retour.

Les autres dispositions du Traité resteraient inchangées.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir donner leur approbation à ce projet d'avenant.

Signé : LE BESNÈRAIS

La présente proposition a été l'objet d'un avis favorable de la Commission de circulation par voie d'avenant.

Il conviendrait de signaler que le texte du traité, soumis à la signature du Ministre des Finances depuis le 10 décembre 1930, ne paraît pas encore être retourné.

L'Inspection Générale des Finances n'a pas eu de demande concernant, dès à présent, une modification par voie d'avenant, pour satisfaire aux besoins nouveaux qui résultent pour elle de la déclassification de son personnel.

.....

Ministère des Finances

Direction du Budget

Bureau Budget

-
N° 3825

Remboursement de facilités
de circulation

Paris, le 24 décembre 1940

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT AUX
FINANCES

à Monsieur le Ministre Secrétaire
d'Etat aux Communications
(Direction Générale des Transports)

Votre Département a communiqué à mon Administration divers projets de contrat destinés à régler les conditions de délivrance, par la Société Nationale des Chemins de fer, des facilités de circulation à certains personnels de l'Etat.

J'observerai que ces textes ont été établis à une époque où les conditions de leur exécution étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Les difficultés de circulation et l'existence de la ligne de démarcation entre les deux zones ont en effet réduit l'usage qui était fait des cartes de circulation en 1940. D'autre part, aucune prévision ne peut actuellement être faite pour l'année prochaine.

Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien examiner si les facilités accordées par la Société Nationale des Chemins de fer ne pourraient pas être remboursées par les diverses administrations sur la base des prix unitaires retenus lors de la ~~présentation~~ préparation des contrats. La reprise de l'application de ces derniers serait envisagée lorsque les conditions redeviendraient normales.

P. le Ministre
Le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général
pour les Finances Publiques,

Signature.

Extrait du P.V. de la séance du 13 mars 1940
du Conseil d'Administration

QU. IIBIS - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le C.A.
dans sa séance du 1er sept. 1939

p. 11

Projet de traités à passer avec les Ministères
de l'Agriculture, de l'Air et des Finances
pour la délivrance de facilités de circulation

Dans sa séance du 12 mars, le Comité de Direction a arrêté les bases sur lesquelles pourraient être négociés, avec les Ministères de l'Agriculture, de l'Air et des Finances, des traités analogues à ceux passés antérieurement avec d'autres Administrations Publiques et dont il a été rendu compte au Conseil dans ses séances des 20 décembre 1939 et 17 janvier 1940.

M. LE PRESIDENT rappelle que ces différents traités sont passés en application de l'art. 29 du Cahier des Charges ainsi conçu :

"Les arrangements ou Conventions qui pourront intervenir entre la S.N.C.F. et les Services publics, en dehors des cas visés aux art. 22 à 28 ci-dessus, ne pourront comporter, par rapport aux tarifs ordinaires, que des modifications justifiées par les relations de service ou par les accroissements de trafic et les réductions de dépenses que ces arrangements ou conventions seront susceptibles de procurer au chemin de fer ...".

12 mars 1940

QUESTION VII - Projets de traités à passer avec le
Ministère des Finances pour la déli-
vrance de facilités de circulation

P.V. court

Sur le rapport de M. BOUFFANDEAU, le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

Sténo p.26

M. BOUFFANDEAU - Le projet de traité à passer avec le Ministère des Finances pour la délivrance de facilités de circulation pose deux questions : la première a trait au nombre de cartes, la deuxième à la rémunération de la S.N.C.F.

En ce qui concerne les cartes, leur nombre passe de 2.761 à 2.837, il y a donc augmentation, mais celle-ci est faible; d'autre part, le nombre des cartes à parcours général a augmenté. Pour l'Inspection générale/
des Finances, il est passé de 8 à 20, mais en contre-partie, les cartes à parcours régional et à faible parcours sont complètement supprimées. Pour les Contributions Indirectes, l'ancien traité prévoyait 13 cartes à parcours général, le projet actuel en prévoit 12 dont 7 impersonnelles destinées à la brigades des recherches. Enfin, on a maintenu à 5 le nombre des cartes à parcours général à délivrer à l'Enregistrement. Quant aux permis, leur nombre est en légère augmentation, car il passe de 772 à 800.

Au point de vue de la rémunération, le Ministère des Finances et la S.N.C.F. se sont mis d'accord sur les bases suivantes :

Les réductions consenties par la S.N.C.F. sont calculées sur les tarifs d'abonnement, lorsqu'il s'agit de cartes, sur les tarifs d'aller et retour et d'après une distance moyenne de 400 kms en ce qui concerne les permis. Mais le taux de ces réductions varie avec le Service intéressé. Il atteint 50 % pour les facilités accordées à l'Inspection générale des Finances; il est de 30 % pour les Contributions Directes et l'Enregistrement.

J'ai recherché quelles avaient été les réductions accordées aux autres Ministères et notamment au Ministère de l'Intérieur; la réduction consentie à ce dernier n'est que de 20 % sur le prix des abonnements commerciaux. Mais, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, le traité n'a pas encore été approuvé, si bien que nous ne sommes pas sûrs d'obtenir la rémunération prévue.

M. FILIPPI - Les crédits correspondants ne sont pas inscrits au budget et les Finances hésitent à le faire; j'ai cependant indiqué qu'il nous suffirait de recevoir une lettre spécifiant que les sommes nécessaires seraient inscrites dans un collectif ultérieur, car il s'agit actuellement beaucoup plus d'une question de principe, que d'une question de paiement effectif. Le Ministère des Finances avait, à certain moment, envisagé de nous demander de porter à 50 % le taux de réduction consenti au Ministère de l'Intérieur. Je m'y suis refusé. Il vaut mieux se contenter d'obtenir, pour 1941, et peut-être même pour 1940, le paiement d'une partie seulement de la redevance, que consentir un abattement de 50 % qui se perpétuerait dans l'avenir. La réduction de 20 % est, je le reconnais, exceptionnelle. Mais, si le Ministère de l'Intérieur l'a acceptée, c'est qu'il tenait à obtenir une augmentation assez forte du nombre des cartes et des permis, et il a pensé que nous serions plus généreux sur ce point s'il accordait en contrepartie une rémunération plus importante.

M. GRIMPRET - Et s'il ne peut obtenir l'inscription du crédit correspondant ?

M. FILIPPI - Les cartes ont été délivrées effectivement pour l'exercice 1939, par suite d'une erreur, comme vous le savez, car vous avez été tenus au courant; elles sont valables jusqu'au 31 mars 1940. Nous ne les renouvellerons, à cette date, que si le Ministère des Finances nous fait savoir qu'il est d'accord et que les crédits seront inscrits à un collectif. Je ne pense pas que nous

puissions exiger, pour conclure le traité, que les crédits budgétaires soient préalablement votés.

M. BOUFFANDEAU - Nous n'avons donc consenti au Ministère de l'Intérieur qu'une réduction de 20 %. En ce qui concerne le Ministère du Commerce, cette réduction est de 50 %, compte tenu des avantages résultant des opérations faites gratuitement par le service des Poids et Mesures.

L'abattement de 30 % qui est consenti aux Administrations des Contributions Directes et de L'Enregistrement me paraît raisonnable. La réduction de 50 % accordée à l'Inspection des Finances est évidemment plus élevée.

M. FILIPPI - L'Inspection/des Finances demandait l'octroi de cartes gratuites, sous prétexte que certaines catégories d'agents - notamment les agents des douanes - qu'elle était appelée à contrôler, bénéficiaient de facilités gratuites. Nous ne pouvions retenir cet argument, mais j'en ai tenu compte néanmoins, dans une certaine mesure, en consentant un abattement plus important que celui qui était prévu tout d'abord.

M. BOUFFANDEAU - Je crois que la réduction de 30 %, consentie aux Contributions Directes, n'est pas excessive, étant donné que l'utilisation des cartes, même à petit parcours, n'est pas considérable.

M. FILIPPI - D'une façon générale, le fonctionnaire utilise beaucoup moins la carte qu'il a en sa possession que l'abonné.

M. BOUFFANDEAU - Par contre, les Inspecteurs des Finances sont appelés à voyager souvent.

M. FILIPPI - Ils n'utilisent cependant pas leurs cartes autant qu'un abonné ordinaire.

M. BOUFFANDEAU - N'y a-t-il pas à craindre que ce soit là un précédent ?

M. FILIPPI - Nous avons, à présent, mis au point presque tous les traités à passer avec les Administrations pour la délivrance de facilités

de circulation. Le plus important est celui qui intéresse le Ministère de l'Intérieur. Vient ensuite le traité à passer avec les Finances.

M. BOUFFANDEAU - En effet, le traité avec l'Intérieur est le plus important : la rémunération prévue est de plus de 29 M. Celui qui nous est soumis porte sur 8 M. Je crois d'ailleurs que vous avez eu beaucoup de mal à obtenir la réduction de 50 % pour l'Inspection des Finances.

M. FILIPPI - Ce sont les représentants de l'Administration des Finances qui se sont montrés les plus âpres.

M. BOUFFANDEAU - Reste la question des 7 cartes impersonnelles octroyées aux Contributions Directes.

M. FILIPPI - Le Service de la Répression des Fraudes insiste notamment sur ce point.

M. BOUFFANDEAU - Je ne discute pas le principe. Je veux simplement faire remarquer que nous n'avons pas suivi, en cette matière, les mêmes errements que nous avions suivis pour les cartes de cette sorte que nous avons délivrées au Ministère de l'Intérieur et à la Préfecture de Police. Nous avons fait ressortir alors que l'utilisation de ces cartes impersonnelles donnait lieu à beaucoup d'abus et nous avons demandé qu'elles soient payées à un prix supérieur à celui qui était fixé pour les cartes nominatives. Elles sont, en effet, certainement beaucoup plus utilisées. Or, les cartes impersonnelles délivrées aux Contributions Directes sont soumises au même régime que les cartes nominatives et sont payées le même prix.

M. FILIPPI - Je crois, en effet, que nous pourrions demander un prix plus élevé pour les cartes impersonnelles.

M. GRIMPRET - Cela inciterait l'Administration à en réduire le nombre le plus possible.

M. FILIPPI - Oui.

M. BOUFFANDEAU - Le nombre des cartes impersonnelles délivrées au Ministère de l'Intérieur est considérable, tandis que le projet de traité qui nous est soumis n'en prévoit que 7 sur un total de 12.

M. FILIPPI - C'est en raison de leur nombre restreint que nous n'avions pas demandé un relèvement de prix. Mais je vais insister sur ce point.

M. LE PRESIDENT - Le Comité est d'accord.

du 5 Mars 1940

(Question N° X)

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

1er mars 1940.

Le Directeur Général

D. 94320/1

Projet de traité à passer avec le
Ministère des Finances pour la déli-
vrance de facilités de circulation.

Conformément aux traités des 30 juin et 5 juillet 1933 et à l'avenant du 23 avril 1936, il a été délivré en 1939 au Ministère des Finances, pour les besoins de l'Inspection Générale des Finances et des Administrations des Contributions Directes et de l'Enregistrement, un total de 2.761 cartes dont 26 à parcours général, 1.513 à parcours départemental et 1.222 à très faible parcours, auxquelles il convient d'ajouter 772 permis.

Ces facilités étaient délivrées gratuitement.
En contre-partie le Ministre des Finances s'engageait :

1° - A faciliter aux anciennes Compagnies les obligations qui leur incombaient en vertu des lois fiscales et à prendre toutes mesures appropriées après entente entre

.....

les Compagnies et les Administrations financières intéressées.

2° - A maintenir aux Compagnies les avantages résultant des accords en vigueur en ce qui concerne : le paiement des différents droits de timbre, le droit de recherches gratuites sur les documents cadastraux et autres qui peuvent être consultés sans violation du secret professionnel, et le droit à délivrance gratuite des extraits de ces documents; la révision des évaluations foncières et l'étude en commun de toutes questions relatives à l'évaluation des immeubles (propriétés bâties et non bâties) faisant partie du domaine privé des Compagnies, les facilités relatives aux renseignements à fournir par elles en application des dispositions de la loi du 31 juillet 1917 et des lois codifiées relatives aux impôts sur les revenus.

3° - A envoyer d'office et gratuitement aux Compagnies, au fur et à mesure du développement des opérations de révision des évaluations foncières des propriétés non bâties, un exemplaire de chacune des feuilles du plan cadastral révisé comportant des emprises de voie ferrée.

Les traités et avenant de 1933 à 1936 ont été dénoncés le 25 février 1939 et des négociations ont été amorcées pour la conclusion d'un nouveau traité dans le cadre des articles 17 et 29 du cahier des charges de notre Société.

Au cours des pourparlers, les représentants du Ministère des Finances ont fait observer : d'une part, en ce

.....

qui concerne l'Inspection Générale des Finances, qu'elle pourrait s'autoriser de l'article 24 du cahier des charges de la S.N.C.F. pour revendiquer le bénéfice de facilités de circulation gratuites au titre d'autorité hiérarchique inspectant les "agents des Contributions Indirectes et des Douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt "; d'autre part, en ce qui concerne les Contributions Directes et l'Enregistrement, que ces deux Régies financières sont appelées à une collaboration constante avec la S.N.C.F. et peuvent lui assurer des avantages de toutes natures dont les principaux ont été précédemment énumérés.

Pour tenir compte, dans la mesure du possible, de ces observations et de ce que, par ailleurs, l'utilisation des facilités permanentes à délivrer à l'Administration des Finances sera plus restreinte que celle des abonnements ordinaires, nous proposons d'accorder sur le tarif commercial des abonnements une réduction uniforme de 50% à l'Inspection Générale des Finances, et de 30% aux Contributions Directes et à l'Enregistrement.

Le représentant de l'Inspection Générale des Finances a exposé, en outre, que l'état de guerre imposait à son service des conditions de fonctionnement essentiellement différentes de celles du temps de paix : effectifs très réduits tout en restant variables; décentralisation des tournées consécutives à la nécessité de repliement ; modifications fréquentes des circonscriptions de contrôle rendues inévitables par la diminution du

.....

personnel disponible. Il a insisté pour obtenir un traité spécial limité à la durée des hostilités et nous sommes d'avis de lui donner satisfaction.

Sur la base des demandes qui nous ont été remises, nous aurions à délivrer actuellement au Ministère des Finances les facilités ci-après :

I - Pour l'Inspection Générale des Finances - (Régime spécial de guerre) -

A) 20 cartes à parcours général, nominatives moyennant une somme de 202.800 fr, représentant une réduction de 50% sur le montant des abonnements, correspondants à plein tarif commercial, ci 202.800^f

B) Des permis, dans la limite de 50 par an, en faveur des Inspecteurs généraux, Inspecteurs des Finances et Adjoints à l'Inspection générale des Finances, pour les voyages occasionnés par les enquêtes qui leur sont confiées par le Ministre des Finances dans le cas où ils ne seraient pas titulaires de cartes de circulation, moyennant une somme de 9.375 fr, représentant une réduction de 50% sur le tarif des billets d'aller et retour pour une distance moyenne de 400 kms, ci 9.375^f

Total pour
l'Inspection Générale des Finances 212.175^f
=====

II - Pour les Contributions Directes -

A) 12 cartes à parcours général, dont 5 nominatives (Directeur Général, Administrateurs et Chef de la Brigade des recherches) et 7 impersonnelles (Brigade des recherches), moyennant une somme de 170.352 fr, représentant une réduction de 30% sur le montant des

.....

abonnements correspondants à plein tarif commercial, ci	170.352 fr
B) 577 cartes à parcours départemental (Directeurs, Inspecteurs principaux et Inspecteurs), dont 470 en 1ère classe et 107 en 2ème classe, décomptées sur la base d'un parcours moyen de 250 km, moyennant une somme de 2.617.686 fr, représentant une même réduction de 30 %, ci...	2.617.686 fr
C) 1.281 cartes à petit parcours (moyenne de 30 km) pour les contrôleurs, dont 200 en 1ère classe et 1.081 en 2ème classe, moyennant une somme de 1.897.149 fr, représentant une même réduction de 30 %, ci.....	1.897.149 fr
D) 560 permis de 1ère classe dont 160 pour permettre aux Directeurs départementaux de se rendre à Paris à l'Administration Centrale et 400 pour permettre aux Directeurs et Inspecteurs de se rendre aux sièges du Conseil de Préfecture ou de la Conférence interdépartementale, moyennant la somme de 70.028 fr, frais de gare compris, représentant également une réduction de 30 % sur le tarif des billets d'aller et retour pour une distance moyenne de 400 km dans le premier cas et de 100 km dans le second, ci.....	70.028 fr
<hr/>	
Total pour l'Administration des Contributions directes	<u>4.755.215 fr</u>
III - Pour l'Enregistrement -	
A) 5 cartes à parcours général (Directeur Général et Administrateurs) pour une somme de 70.980 fr, représentant une réduction de 30 % sur le plein tarif des abonnements commerciaux, ci.....	70.980 fr
B) 750 cartes départementales (Directeurs, Inspecteurs principaux et Inspecteurs) dont 312 en 1ère classe et 438 en 2ème classe, décomptées sur la base d'un parcours moyen de 250 km pour une somme de 3.146.424 fr, représentant une même réduction de 30 %, ci.....	3.146.424 fr
<hr/>	
A reporter	3.217.404 fr
.....	

Report : 3.217.404 fr

- C) 192 cartes pour des Contrôleurs, valables dans l'arrondissement et exceptionnellement dans le département, dont 20 en 1ère classe et 172 en 2ème classe, décomptées sur la base d'un parcours moyen de 100 km, pour une somme de 501.951 fr, représentant une même réduction de 30 %, ci..... 501.951 fr
- D) 190 permis de 1ère classe pour permettre aux Directeurs départementaux de se rendre à Paris, moyennant une somme de 49.752 fr, frais de gare compris, représentant également une réduction de 30 % sur le tarif des billets d'aller et retour pour une distance moyenne de 400 km, ci 49.742 fr

Total pour l'Administration
de l'Enregistrement

3.769.097 fr

En définitive, le Ministère des Finances aurait à verser

à la S.N.C.F. :

- 1° - Pour l'Inspection Générale des Finances, au titre d'un traité spécial pour la période des hostilités, un forfait annuel de 212.175 fr, qui pourrait être arrondi à 210.000 fr.
- 2° - Pour les deux Administrations des Contributions Directes et de l'Enregistrement, un forfait annuel de 8.524.312 fr, qui pourrait être arrondi à 8.520.000 fr.

Ces propositions sont soumises à l'approbation du Comité
de Direction.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 5 mars 1940

QUESTION X - Projet de traité à passer
avec le Ministère des Finances pour la
délivrance de facilités de circulation.

P.V. COURT

Le Comité ajourne l'examen de la question à sa prochaine séance.

STENO p. 33

M. LE PRÉSIDENT. - Avez-vous quelque observation à présenter ?

M. GRIMPET. - Ce projet a-t-il été examiné par M. BOUFFANDEAU ?

M. LE PRÉSIDENT. - Non. M. GHELAT, voulez-vous demander à M. BOUFFANDEAU de rapporter cette question au prochain Comité ? Son examen est donc ajourné.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 5 mars 1940

- X - Projet de traité à passer avec le
Ministère des Finances pour la déli-
vrance de facilités de circulation.